



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**
Équipe territoriale

Le Havre, le 31/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PASSIV'OUEST
2 AVENUE DU BADE-WURTEMBERG
57380 FAULQUEMONT

Références : 20230622_VI_PASSIVOUEST-suite VI du 21 septembre 2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement PASSIV'OUEST implanté, Parc des Alizés 5372 voie des Colverts BP 143 – 76430 SANDOUVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASSIV'OUEST
- 5372 voie des Colverts parc des Alizés BP 143 76430 Sandouville
- Code AIOT : 0005801088
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

PASSIV'OUEST est spécialisée dans le traitement de surface des métaux. Ces traitements comprennent le nettoyage, dégraissage, décapage et passivation en immersion ou pulvérisation de l'in-ox et de l'acier carbone.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen

de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Aspiration | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25 | / | Sans objet |
| 2 | Confinement des eaux incendie – organes de commande | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------|---|--|-------------------|
| 3 | Nomenclature des ICPE | Code de l'environnement du 22/06/2023, article R. 511-9 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit justifier de l'absence de captation et d'épuration des émissions atmosphériques au-dessus des installations de traitement de surface dans un délai de 6 mois. Il doit aussi fournir un justificatif attestant du bon fonctionnement de la vanne de sectionnement dans un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aspiration

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Aspiration |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : <p>Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des baignoires doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté.</p> <p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.</p> |
| Constats : <p>Lors de la précédente visite, les installations de traitement de surface ne disposaient pas de système d'aspiration. L'inspection s'était interrogée sur l'obligation de captation des émissions atmosphériques pour certains procédés et produits utilisés.</p> <p>D'après le tableau 5.3 "solutions et activités pouvant nécessiter la prévention d'émissions fugaces" du document de référence sur les meilleures techniques disponibles "Traitement de surface des métaux et matières plastiques" (Août 2006), le procédé de décapage à l'aide d'acide nitrique contenant de l'acide fluorhydrique nécessite la mise en œuvre d'un système d'extraction. Ce procédé de décapage étant utilisé par l'exploitant, l'inspection demandait la réalisation d'une étude pour la mise place d'une captation des émissions atmosphériques pour les procédés le nécessitant.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas réalisé cette étude car il était persuadé de son in faisabilité technico-économique. Il a, de plus, argumenté en précisant que les produits utilisés pour le traitement de surface dans ses installations sont à température ambiante et par conséquent ne génèrent pas d'émissions significatives dans l'atmosphère. L'exploitant a transmis un rapport daté du 9 novembre 2022 concernant des contrôles d'air ambiant dans l'atelier de traitement de surface, au-dessus du bain de passivation. Ce rapport souhaite mettre en évidence que les paramètres étudiés (oxydes d'azote, acide fluorhydrique, oxydes de soufre, ammoniac, acidité, alcalinité, composés organohalogénés, chrome hexavalent, chrome gazeux, nickel gazeux) sont conformes aux valeurs prescrites dans l'arrêté préfectoral du site</p> <p>L'inspection remarque que dans ce rapport, il n'est pas précisé quelles installations sont en fonctionnement lors du contrôle et que les valeurs utilisées pour comparer les résultats de mesure correspondent à des valeurs fixées pour des rejets atmosphériques canalisés, et non pour l'air ambiant.</p> <p>Demande : S'il souhaite déroger à l'application du document de référence sur les meilleures techniques disponibles "Traitement de surface des métaux et matières plastiques" (Août 2006), l'exploitant adressera à l'inspection dans un délai de 6 mois, un rapport à connaissance comportant les éléments d'appréciation (expression de la demande, procédés et émissions, justification de l'origine de la demande, évaluation des risques sanitaires et impacts environnementaux) nécessaires à l'instruction de cette demande.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 2 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie – organes de commande |
| Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> |
| Constats : <p>Suite à la dernière visite, l'exploitant devait justifier du volume de confinement disponible et du bon fonctionnement de la vanne de sectionnement.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a fourni un plan schématique faisant correspondre les quantités de produits présents dans l'installation avec les volumes de rétention associés.</p> <p>La vanne de sectionnement n'est pas visible et n'a donc pas pu être vérifiée visuellement le jour de la visite. L'exploitant a indiqué être en attente d'un rapport de vérification par un organisme tiers.</p> |
| Demande : Dans un délai de 2 mois, l'exploitant doit transmettre à l'inspection un justificatif attestant du bon fonctionnement de la vanne de sectionnement. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/06/2023, article R. 511-9 |
| Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>(rubrique créée par le Décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, article 4)</p> <p>4130 - Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t (Autorisation)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t (Déclaration)</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a transmis un courrier adressé à la préfecture concernant une demande de mise à jour du classement de son établissement au titre des rubriques 4000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Cette demande concerne le classement du site au titre de la rubrique 4130-2 (Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation) de la nomenclature des ICPE (mention de dangers H331 – Toxique par inhalation) sous le régime de l'autorisation. En effet, l'exploitant indique disposer sur son site d'une quantité de 14 480 litres de produits identifiés par la mention de dangers H331 (acide nitrique et acide hydrofluorique).</p> <p>L'exploitant a repris les activités de la société SANE SERC le 4 novembre 2013 et n'a pas fait de demande au titre du bénéfice de l'antériorité lors de la création de la rubrique 4130 par le décret n°2014-285 du 3 mars 2014.</p> <p>Observation : L'inspection procédera à la mise à jour de la base de données ICPE</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |